



Le casse-tête des grandes banques

SOCIALISTES • La solution au problème des banques «trop grandes pour faire faillite» est complexe. Le Parti socialiste estime toutefois urgent de s'y attaquer.

FRANÇOIS NUSSBAUM

Il faut bien s'y résoudre: la Suisse ne peut pas lâcher l'UBS ou le Credit Suisse, si ces banques sont menacées de faillite. Car toute l'économie s'en trouverait gravement perturbée, du fait de leur taille (leur bilan vaut plusieurs fois le produit intérieur brut). Mais le Parti socialiste veut qu'on réfléchisse concrètement à ce que signifie cette «garantie de fait» donnée par l'Etat, sans contrepartie.

«Fin 2007, l'Etat de Singapour n'aurait pas renfloué l'UBS, alors en difficulté, en investissant plus de 10 milliards de francs, si cette garantie n'existait pas», explique hier le conseiller aux Etats socialiste fribourgeois Alain Berset. Il présentait les premiers éléments d'une étude demandée par le PS au professeur Urs Birchler, spécialiste des questions bancaires à l'Université de Zurich.

Trois fois à la rescousse

L'Etat s'est effectivement porté trois fois, en deux ans, au secours de l'UBS: la Banque nationale a débouqué 68 milliards pour racheter ses titres «toxiques», le Conseil fédéral et l'organe de contrôle FINMA ont autorisé la livraison aux Etats-Unis de données bancaires, puis Berne a signé un accord avec Washington pour éviter une inculpation de l'UBS pour activités illicites.

Un quatrième sauvetage est en vue: cet accord ayant été invalidé par le Tribunal fédéral, seule sa ratification par le parlement peut le sauver. Le message du Conseil fédéral à ce sujet étant imminent, c'est l'occasion pour le PS de remettre en cause, non pas la ratification (devenue inévitable), mais le fait qu'elle soit donnée sans contrepartie. La garantie de l'Etat ne doit pas être «gratuite».

Si, en 30 ans, le bilan de l'UBS a pu atteindre de tels sommets (2000 milliards de francs avant la crise), rappelle Alain Berset, c'est parce que la garantie de l'Etat lui a permis d'ob-



Les socialistes, Christian Levrat et Alain Berset en tête, veulent agir sans plus attendre pour limiter la casse. KEYSTONE

tenir des financements extérieurs, de réduire ses capitaux propres et de prendre plus de risques. Rapportés aux résultats, les fonds propres présentent alors un fort rendement, sur lequel sont calculés les bonus.

L'exigence du PS

D'où l'exigence du PS de prescriptions sur les capitaux propres. Il semble que le Département fédéral des finances y réfléchisse aussi, par le biais d'un impôt spécial sur les banques, indiquant hier le PS. Quant à des prescriptions touchant à la taille ou à la structure des établissements bancaires (séparer les différentes activités, limiter les bilans), il faut encore les examiner plus attentivement. Pour l'heure, Urs Birchler confirme que «la garantie implicite de l'Etat menace, à long terme,

l'équilibre financier de la Confédération et de la place économique suisse, mais aussi l'Etat de droit, la paix sociale et le fonctionnement du marché». Mais, ajoute-t-il, la solution paraît particulièrement complexe: «L'Etat ne peut pas renoncer, par anticipation, à aider un établissement menacé.»

Rapport en mai

Le rapport final du professeur zurichois est attendu pour fin mai. Le PS l'avait sollicité par scepticisme à l'égard du groupe d'experts institué par le Conseil fédéral, dont un rapport intermédiaire sera présenté fin avril. Sur le même sujet «too big to fail», le Fonds monétaire international propose un dispositif relevant le niveau des fonds propres en fonction des actifs risqués. I

OSPEL ET CONSORTS «ONT LEUR PLACE EN PRISON»

À la veille de l'ouverture, aujourd'hui même, de l'Assemblée générale de l'UBS, la commission de l'économie du Conseil national a voté une déclaration pour marquer son opposition à la décharge des administrateurs et de la direction générale de la banque pour leurs agissements durant les années 2007-09.

Une déclaration à valeur symbolique, qu'a toutefois saluée hier le président du PS Christian Levrat: «Marcel Ospel et ses acolytes ont leur place en prison, pas sur un terrain de golf.» Il s'exprimait également hier sur l'accord Suisse-Etats-Unis, dont la ratification est demandée au parlement. Le PS dira oui sous deux conditions: une taxe de 8,5% sur les bonus supérieurs à un million de francs et, également, un renforcement des prescriptions relatives aux capitaux propres. FNU

COMMENTAIRE

La crise UBS ouvre un vaste chantier

FRANÇOIS NUSSBAUM

Cette fin de semaine sera mouvementée pour le monde bancaire, donc aussi – la crise financière l'a montré – pour l'économie et l'ensemble de la société.

Même si décharge est donnée, aujourd'hui, aux anciens managers de l'UBS, le vote sera assez serré pour montrer qu'on ne tolérera plus n'importe quels agissements à l'avenir.

On attend, aujourd'hui également, le message du Conseil fédéral au parlement sur l'accord avec les Etats-Unis (avec la livraison de noms de clients). Le parlement finira sans doute – non sans bagarres – par le ratifier, sinon son annulation par le Tribunal fédéral sera définitive, exposant l'UBS à de nouveaux déboires sur sol américain.

L'origine «structurelle» de cette crise, ce sont ces établissements financiers tellement énormes que, lorsque la bulle qu'ils ont eux-mêmes gonflée éclate, ils entraînent d'autres dans leur chute, voire tout un système. Pour éviter le naufrage, les Etats n'ont d'autre choix que de payer les dégâts, à coups de milliards.

Ce «risque systémique», par l'UBS et le Credit Suisse, menace particulièrement la Suisse: aucun autre pays n'est «responsable» de deux banques dont le bilan représente deux à quatre fois son produit intérieur brut. C'est dire que la Suisse devra d'abord chercher des solutions à sa mesure, sans attendre le résultat des efforts internationaux.

Le PS a un certain mérite d'avoir demandé une étude sur le sujet à un expert indépendant: les premiers éléments livrés hier sont à l'opposé des solutions simples. Il faudra au contraire étudier de nombreuses mesures, dégager des solutions multiples et obtenir des consensus difficiles. Nous voilà avertis.

EN BREF

FISCALITÉ

Hiltbold veut l'impôt à la source

Pour le Parti radical genevois (PRG), tous les contribuables devraient être imposés à la source en Suisse. L'augmentation du nombre de travailleurs migrants et frontaliers plaide pour une telle mesure, qui se veut simple, équitable et neutre d'un point de vue fiscal. Le conseiller national Hugues Hiltbold déposera un postulat dans ce sens lors de la prochaine session des Chambres fédérales. Il reviendra au Conseil fédéral de faire un rapport sur l'opportunité et l'impact de cette mesure, à indiquer le Genevois hier. ATS

«LE TEMPS»

La rédaction en chef renforcée

Une nouvelle rédactrice et un nouveau rédacteur en chef adjoints, Marie-Claude Martin et Serge Michel, vont rejoindre la tête de la rédaction du quotidien «Le Temps». Ces nominations font suite à celle de Pierre Veya au poste de rédacteur en chef dès le 1^{er} mai. ATS

FRAISES D'ESPAGNE

Les fruits bon marché coûtent en fait beaucoup trop cher

«Ce n'est pas la saison des fraises»: par ce slogan, la Plateforme pour une agriculture socialement durable a attiré hier l'attention sur le coût social et environnemental des fraises d'Espagne. Bon marché pour le porte-monnaie, les fruits et légumes importés du sud de l'Europe cachent d'autres coûts, explique Philippe Sauvain. Il pointe du doigt les conditions de travail (insupportables) des personnes qui les récoltent, le gaspillage d'eau et l'emploi de pesticides. Dans huit villes de Suisse romande, de Lausanne à Delémont, la plate-forme a appelé les chalandais à prendre l'habitude de manger des fruits et légumes de saison, produits localement». ATS

PAUVRETÉ

«Si jamais», l'exclusion sociale s'expose

La pauvreté en Suisse sort de l'ombre. L'exposition itinérante «Si jamais», mise sur pied par la Conférence suisse des Institutions d'action sociale (CSIAS), veut donner une visibilité à la précarité au quotidien. Elle a démarré hier à Berne et Saint-Gall.

En 2010, Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la CSIAS entend faire de la pauvreté en Suisse un enjeu public, a-t-elle indiqué devant la presse à Berne. L'exposition permet aux visiteurs de se faire une idée de la vie des personnes touchées et de découvrir leurs soucis, leurs rêves et leurs perspectives.

Entre 1986 et 2006, le coût de l'aide sociale en Suisse est passé de 713 millions de francs à quelque 3,3 milliards, a déclaré Rolf Maegli, vice-président de la CSIAS et chef de l'aide sociale de Bâle-Ville, selon le texte de son discours. Dans la même période, le nombre de cas d'aide sociale a notamment quadruplé à Bâle, ce qui correspond en gros à l'évolution générale en Suisse.

Autrefois destinée à assister des personnes sans sécurité sociale, l'aide sociale devient de plus en plus une tâche permanente de l'Etat, a poursuivi

M. Maegli. Ceci non pas en raison d'une progression de la mentalité du «tout m'est dû» mais d'une augmentation de la pauvreté. Les différents systèmes de sécurité ne sont plus suffisamment solides pour amortir les risques, a-t-il souligné.

Après Berne et Saint-Gall, «Si jamais» parcourra la Suisse alémanique. Sept escalas romands sont prévues entre août et novembre (programme sous www.si-jamais.ch).

L'exposition comprend quinze objets clés – bornes vidéo, photos, notamment – placés parfois dans l'espace public afin d'interpeller les passants. Des événements spécifiques permettront de discuter avec la population et d'en savoir davantage sur la pratique de l'aide sociale et du travail des assistants sociaux.

La CSIAS avait présenté en janvier une stratégie visant à réduire de moitié la pauvreté en Suisse en dix ans. Avec son exposition itinérante, elle souhaite atteindre des couches aussi larges que possibles de la population. Une personne sur dix en Suisse est menacée de pauvreté, et un enfant sur vingt a besoin d'être soutenu par l'aide sociale. ATS



Une personne sur dix en Suisse est menacée de pauvreté. KEYSTONE